



**HAL**  
open science

## Portée et limites du virage conservateur

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. Portée et limites du virage conservateur. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2020, pp.58 - 62. hal-03471296

**HAL Id: hal-03471296**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03471296>**

Submitted on 8 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Portée et limites du virage conservateur

par *Olivier Dabène*

L'année 2019 a clôturé un cycle électoral ouvert en 2017. Il a été rythmé par seize élections présidentielles, dont l'Observatoire pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Opalc) s'est attaché à suivre le déroulement avec des missions de terrain destinées à tester certaines hypothèses et nourrir des analyses électorales qui seront présentées dans un ouvrage. Divers enseignements ont d'ores et déjà été tirés<sup>1</sup>.

Le « virage à droite », annoncé depuis l'élection de Mauricio Macri en Argentine en 2015, n'a pas représenté un exact négatif du virage à gauche des années 2000.

Comme le montre le tableau 1 ci-dessous, alternances et continuités se sont équilibrées. Les alternances ont favorisé la droite (Chili, Uruguay) et l'extrême droite (Brésil), mais aussi la gauche (Mexique). Huit pays ont connu une continuité, mais dans trois cas elle a été le produit de scrutins frauduleux (Honduras, Venezuela, Bolivie). L'Equateur et la Bolivie ont par ailleurs connu des alternances postélectorales.

Comparé au « virage à gauche » des années 2000, l'Amérique latine a bien connu un basculement vers le conservatisme, mais il a été d'ampleur et de durée inégales. En effet, la droite n'est pas parvenue à revenir au pouvoir dans tous les pays et, là où elle l'a emporté, elle n'a pas pu consolider durablement ses positions. Le cas de l'Argentine est emblématique, car Mauricio Macri faisait figure d'exemple pour l'ensemble du continent en 2015. Son échec est cuisant. Il a même servi de repoussoir dans la campagne d'Evo Morales, un peu comme le Venezuela était instrumentalisé par la droite dans les campagnes électorales au Chili en 2017 ou en Colombie et au Mexique en 2018.

L'échec de la droite s'apprécie aussi à l'aune des progrès de l'extrême droite. En Colombie et au Brésil, l'alternance a eu lieu au sein de la droite, avec la victoire d'un candidat plus conservateur en Colombie (Duque) et extrémiste au Brésil (Bolsonaro). La droite radicale et populiste est aussi présente au Chili (José Antonio Kast), en Uruguay (Guido Manini Ríos) et en Bolivie (Chi Hyun Chung).

Le virage conservateur a enfin été fragilisé par la vigueur de deux types de contre-pouvoirs : l'opposition parlementaire et la rue. Le cycle a vu une multiplication des cas de cohabitation avec des oppositions majoritaires au Congrès. L'opposition aux politiques d'ajustement s'est aussi faite bruyamment entendre à l'occasion de mobilisations massives (Equateur, Chili, Colombie).

---

<sup>1</sup> Voir Opalc, « Cycle électoral 2017-2019 : un virage à droite ? » ([www.sciencespo.fr/opalc/content/cycle-electoral-2017-2019-un-virage-droite](http://www.sciencespo.fr/opalc/content/cycle-electoral-2017-2019-un-virage-droite)).

**Tableau 1**  
**Alternances et continuités (élections présidentielles) en 2017-2019**

Alternance	Orientation politique*	Continuité	Orientation politique*
Chili (2017)	G → D	Equateur (2017)	G → G
Colombie (2018)	D → ED	Honduras** (2017)	D → D
Mexique (2018)	C → G	Costa Rica (2018)	G → G
Brésil (2018)	D → ED	Paraguay (2018)	D → D
Salvador (2019)	G → C	Venezuela** (2018)	G → G
Panama (2019)	D → G	Cuba*** (2018)	G → G
Argentine (2019)	D → G	Guatemala (2019)	D → D
Uruguay (2019)	G → D	Bolivie** (2019)	G → G

\* La pertinence des catégories utilisées (extrême droite [ED], droite [D], gauche [G] et centre [C]) est bien sûr sujette à débat.  
\*\* Elections entachées de fraude (selon l'Organisation des Etats américains). En Bolivie, l'OEA a détecté des « actions délibérées visant à manipuler le résultat de l'élection ». Les élections ont été annulées.  
\*\*\* Election non compétitive.

En 2019, six élections ont eu lieu (Tableau 2). En Amérique centrale, le Salvador a évolué vers le centre et le Panama vers la gauche. En Amérique du Sud, l'Argentine a vu le retour des péronistes au pouvoir, tandis qu'en Bolivie, Evo Morales est parvenu à l'emporter pour la quatrième fois consécutive dès le premier tour, mais dans des conditions suspectes qui ont occasionné de fortes mobilisations. Trois semaines de crise l'ont contraint à la démission et de nouvelles élections sont à venir. En Uruguay, les électeurs ont mis un terme à un long cycle de victoires du Front large.

D'autres élections se sont déroulées, notamment deux référendums. Les Cubains ont adopté une nouvelle Constitution à 86,8 %. Les Uruguayens, de leur côté, ont repoussé un projet de durcissement des politiques de sécurité.

L'Argentine a aussi tenu trente-trois élections provinciales étalées entre février et novembre<sup>2</sup>. Dans la province de Buenos Aires, Alex Kicillof, jeune péroniste ancien ministre, a sévèrement battu la gouverneure sortante, María Eugenia Vidal, jusque-là étoile montante du macrisme.

Enfin, l'Equateur et la Colombie ont renouvelé leurs autorités locales. En Colombie, des mandats de maires et gouverneurs étaient à pourvoir dans mille cent mairies et trente-deux départements, dans un contexte de difficile mise en œuvre de l'accord de paix. La droite uribiste au pouvoir a essuyé une défaite cinglante, dont il convient toutefois de ne pas exagérer la portée tant les élections régionales possèdent traditionnellement une logique propre qui ne permet pas d'établir des prévisions concernant l'élection présidentielle qui suit (prévue en 2022). La victoire de Claudia López (Alliance verte) à la mairie de Bogota est néanmoins un événement historique. Son engagement contre la corruption et en faveur du respect des minorités sexuelles en ont fait une icône. Son parti enregistre d'autres victoires importantes. L'élection de Daniel Quintero (indépendant) à Medellin est aussi une humiliation pour l'ancien président Uribe. Autre enseignement attendu, la Force alternative révolutionnaire du commun (FARC) a été inexistante, avec un seul maire élu, à Turbaco, mais sous la bannière du parti de l'ancien candidat à la présidence Gustavo Petro (Colombie humaine).

<sup>2</sup> Voir [www.argentina.gob.ar/analisis-politico-electoral/elecciones-provinciales-2019](http://www.argentina.gob.ar/analisis-politico-electoral/elecciones-provinciales-2019)

**Tableau 2**  
**Elections en 2019**

Date	Pays	Type d'élection	Vainqueur et parti**	Tendance
3/2	Salvador	Présidentielle	Nayib Bukele GANA	Centre
17/2 10/11	Argentine	Provinciales (33)	Péronisme	Centre gauche
24/2	Cuba	Référendum	PCC	Gauche
24/3	Equateur	Locales	PSC Liste 5	Centre droite Gauche
5/5	Panama*	Présidentielle	Laurentino Cortizo PRD	Centre gauche
16/6 11/8	Guatemala*	Générales	Alejandro Giammattei Vamos	Droite
11/8	Argentine	PASO	Front de tous	Centre gauche
20/10	Bolivie*	Générales	Evo Morales*** MAS	Gauche
27/10	Colombie	Municipales Régionales	Claudia Lopez (Bogota) Alliance verte	Gauche/vert
27/10	Argentine	Générales	Alberto Fernández Front de tous	Centre gauche
27/10 24/11	Uruguay	Générales	Luis Lacalle Pou Parti national	Droite

\* Pays où l'Opalc a déployé des analystes dans le cadre de son projet de recherche sur le virage conservateur de l'Amérique latine.  
\*\* Partis : Grande alliance pour l'unité nationale (GANA, Salvador) ; Parti communiste cubain (PCC, Cuba), Parti social-chrétien (PSC, Equateur) ; Liste 5, Force d'engagement social (Equateur), Parti révolutionnaire démocratique (PRD, Panama), Mouvement vers le socialisme (MAS, Bolivie).  
\*\*\* Nouvelles élections à venir.

### Variabilité de la capacité des présidents élus en 2019 à gouverner

Au Salvador, Nayib Bukele se trouve en situation de cohabitation. Tel était aussi le cas de Alberto Fernández en Argentine au soir des élections. Les péronistes (Front de tous) ont emporté soixante-quatre des cent trente sièges à pourvoir, ce qui est insuffisant pour obtenir la majorité à l'Assemblée<sup>3</sup>. Le parti du président sortant battu a conservé cent dix-neuf députés contre cent dix-sept pour les péronistes. Ces derniers sont tout de même parvenus à attirer trois députés supplémentaires dans leur groupe parlementaire à l'Assemblée et à construire un bloc majoritaire au sein du Sénat. Au final, Fernández devrait avoir les coudées franches pour mettre en œuvre son programme, comme Laurentino Cortizo au Panama. C'est aussi le cas de Luis Lacalle Pou en Uruguay, qui dispose d'une majorité parlementaire grâce à une coalition de cinq partis.

Les élections sont intervenues dans un contexte économique hétérogène. La croissance s'est maintenue en 2019 en Amérique centrale (notamment au Panama) et en Bolivie, alors que l'Argentine n'a que très lentement commencé à émerger de la crise de 2018.

<sup>3</sup> En Argentine, la chambre des députés est renouvelée par moitié tous les deux ans.

**Tableau 3**  
**Alternances : contenu et degré**

Date	Pays	Vainqueur et parti	Contenu	Degré d'alternance*
3/2	Salvador	Nayib Bukele (GANA)	Conservateur	2
5/5	Panama	Laurentino Cortizo (PRD)	Progressiste	3
16/6 11/8	Guatemala	Alejandro Giammattei (Vamos)	Conservateur	1
20/10	Bolivie	Evo Morales (MAS)	Conservateur	0**
27/10	Argentine	Alberto Fernández (Front de tous)	Progressiste	2
27/10 24/11	Uruguay	Luis Lacalle Pou (Parti national)	Conservateur	3

\* Degré d'alternance : 0 = le président sortant (ou son parti) conserve la présidence et la majorité au Parlement ; 1 = le président sortant (ou son parti) conserve la présidence mais pas la majorité au Parlement ; 2 = l'opposition gagne la présidence mais pas la majorité au Parlement ; 3 = l'opposition gagne la présidence et la majorité au Parlement. Il s'agit de la situation au soir des élections, sans tenir compte des élus qui changent de groupe parlementaire dans les semaines qui suivent.

\*\* A l'issue du scrutin du 20 octobre. L'alternance en Bolivie est postélectorale, avec la démission du président suivie de nouvelles élections.

Sa croissance est passée de -2,5 % en 2018 à -1,8 % en 2019. L'inflation galopante et la pauvreté croissante ont lourdement handicapé la campagne de Mauricio Macri pour sa réélection. L'Uruguay, de son côté, a subi les contrecoups des crises argentine et brésilienne. Sa croissance a ralenti de 1,6 % en 2018 à moins de 1 % en 2019.

Le climat social s'est dégradé en Argentine, après l'annonce de mesures d'austérité négociées avec le Fond monétaire international. Les manifestations ont convaincu le président Macri de décréter un « état d'urgence alimentaire » en septembre. Ailleurs, le niveau de mobilisation est resté élevé, notamment face aux projets miniers<sup>4</sup>. La jeunesse est souvent descendue dans la rue, pour la défense de l'environnement ou les questions de genre (Argentine). Sauf en Bolivie, les très fortes mobilisations sociales de l'automne 2019 sont intervenues hors période électorale (Equateur, Chili, Colombie).

Les présidents sortants ont terminé leur mandat avec des cotes de popularité très basses (Tableau 4). Deux d'entre eux étaient candidats à leur réélection. Evo Morales partait en meilleure position que Mauricio Macri, car il pouvait s'appuyer sur un bilan économique flatteur. Toutefois, n'ayant pas su résister à la tentation de la fraude électorale, il a provoqué une forte mobilisation qui l'a contraint à démissionner et à s'exiler au Mexique.

**Tableau 4**  
**Indice de popularité des présidents sortants**  
**et prévisions de croissance en 2019**

Pays	Président sortant	PIB
Salvador	Sánchez Cerén : 21 %	2,5 %
Guatemala	Jimmy Morales : 22 %	3,4 %
Panama	Juan Carlos Varela : 25 %	4,3 %
Bolivie	Evo Morales : 35 %	3,9 %
Argentine	Mauricio Macri : 33 %	-3,1 %
Uruguay	Tabaré Vázquez : 28 %	0,4 %

Sources : CID Gallup, juin (Salvador, Guatemala, Panama) ; Mitofsky, septembre (Bolivie, Argentine et Uruguay), FMI.

<sup>4</sup> Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina, [www.conflictosmineros.net](http://www.conflictosmineros.net)

Dans un climat de nouvelle dégradation des soutiens à la démocratie<sup>5</sup>, la défiance vis-à-vis de la politique s'est traduite en 2019 par un tassement de la participation plus accentué qu'en 2018 (Tableau 5). Même à Cuba, où la participation est « encouragée » par le régime, on relève une baisse significative par rapport au référendum portant sur la Constitution de 1978.

**Tableau 5**  
**Participation aux élections en 2019**

Statut du vote	Pays	Taux de participation	Type d'élection	Différence avec l'élection précédente
Obligatoire avec sanctions	Argentine	80,87 %	Présidentielle	-0,2
	Uruguay	85,69 %	Présidentielle*	-4,82
	Bolivie	88,31 %	Présidentielle	+0,4
Obligatoire sans sanctions ou non obligatoire	Salvador	51,88 %	Présidentielle	-3,08
	Cuba**	84,4 %	Référendum	-14,6 (1978)
	Guatemala	61,84 %	Présidentielle*	-9,49
	Panama	73,01 %	Présidentielle	-3,75
* 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle				
** Le vote à Cuba est socialement contraint.				

<sup>5</sup> Comme l'indique le rapport 2019 du Latin American Public Opinion Project (LAPOP), [www.vanderbilt.edu/lapop/insights/ITB036en.pdf](http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/ITB036en.pdf)